

# RÉSISTANCE SOCIALE

LA RÉPUBLIQUE SERA SOCIALE OU NE SERA PAS !

## SOMMAIRE

Solidarité  
Internationale  
(Page 2)

La crise financière, sa  
portée  
(Pages 3 à 5)

Quand le ministre de  
la fonction publique  
dit tout haut ce que la  
droite pense tout bas  
(Page 6)

Avez-vous remarqué ?  
(Page 6)

Retraites et emploi  
Deux dimensions  
inséparables  
(Page 7)

Coup de gueule  
(Page 8)

## Le mot de la Présidente

A la veille de la présidence française de l'Union Européenne, le moins que l'on puisse dire est que celle-ci ne se présente pas comme l'avait imaginée Nicolas Sarkozy.

Grâce au vote irlandais, le traité de Lisbonne est juridiquement mort et même si certains ont imaginé de faire revoter l'Irlande, cela ne peut pas se faire dans l'immédiat. De plus, on voit mal pourquoi le peuple irlandais se déjugerait.

Mais les déboires ne s'arrêtent pas là pour le Président Sarkozy. Son « union de la Méditerranée », déjà passablement rabougrie par les 27, peine à soulever l'enthousiasme des pays riverains. Son pacte pour l'immigration vient d'être rétoqué par l'Espagne. Et il n'est pas sûr que son Europe de la défense fasse beaucoup de progrès durant les six mois à venir.

Pendant ce temps, la crise économique mondiale continue de faire des ravages partout dans le monde. L'augmentation vertigineuse des prix du pétrole ne semble pas près de s'arrêter. Cela entraîne des augmentations de prix en cascade. Arcelor-Mittal envisage d'augmenter ses prix de 60%, tandis que Nissan annonce une augmentation du prix de ses véhicules. Comme les prix des autres matières premières montent aussi, on peut s'attendre à de nouvelles baisses de la consommation et en corollaire à une nouvelle forte augmentation du chômage. Dans ce contexte, il ne serait pas impossible que, par crainte d'un important mouvement social à l'automne, le gouvernement ne repousse les mesures prévues de déremboursement des soins (les annonces de la CNAM sur les affections de longue durée retirées depuis n'étaient qu'un galop d'essai destiné à mesurer la réaction de la population).

Bien sûr, il pourrait aussi penser, après le relatif échec de la grève du 17 juin, que les syndicats ne parviendront pas à mobiliser. Ce serait cependant un pari bien audacieux que de miser là-dessus. Certes, la « position commune » a eu pour effet de casser la dynamique syndicale. En voulant tirer la couverture à elles, la CGT et la CFDT ont pris un gros risque. Non seulement elles apparaissent aujourd'hui isolées mais elles pourraient bien demain faire les frais d'une recomposition du paysage syndical devenue inévitable aux yeux des autres syndicats qui ont peur de perdre leur représentativité ou de ne pas pouvoir l'acquérir avant longtemps. Pour autant, la rancœur immédiate passée, il est probable que de nouvelles actions unitaires seront lancées à l'automne pour faire barrage à la politique antisociale du gouvernement. On aimerait qu'à cette occasion, le mouvement syndical puisse enfin trouver un relais dans une opposition politique forte capable de proposer une véritable alternative.



**Marinette BACHE**

## APPEL

### Un travail décent pour une vie décente

*L'appel à l'action "un travail décent pour une vie décente" est une campagne qui vise à promouvoir le Travail Décent auprès des citoyens, des décideurs et des institutions clés et à montrer que le Travail Décent est la seule solution durable pour lutter contre la pauvreté et constitue de ce fait un élément fondamental pour garantir la démocratie et la cohésion sociale. La campagne doit permettre de mettre le Travail Décent au centre des politiques de développement, économiques, commerciales, financières et sociales aux niveaux national, européen et international. Elle a été lancée à l'initiative de cinq organisations internationales : Solidar La Confédération Syndicale Internationale Social Alert International Le Global Progressive Forum La confédération européenne des Syndicats*

**En dépit de l'essor économique mondial, la majeure partie de la population dans le monde entier ne voit pas d'amélioration de son niveau de vie.**

Outre un chômage déclaré significatif, de nombreuses personnes sont sous-employées, ou ne perçoivent pas de rémunération pour le travail qu'elles ont réalisé. La moitié de la main-d'œuvre dans le monde gagne moins de 2 USD par jour. 12,3 millions d'hommes et de femmes travaillent dans des conditions d'esclavage. 200 millions d'enfants âgés de moins de 15 ans travaillent au lieu d'aller à l'école. 2,2 millions de personnes meurent chaque année d'accidents du travail et de maladies professionnelles. La population dans les pays développés et en développement travaille plus pour un salaire inférieur, et de plus en plus de personnes – principalement des femmes – sont contraintes de gagner leur vie dans la dénommée économie informelle, sans aucune protection sociale ni droits et en acceptant des emplois précaires. Entre-temps, les entreprises recourent à la menace de sous-traitance en vue de réduire les salaires et de bafouer les droits âprement acquis, tels que le droit à la négociation collective et le droit de grève. Les syndicalistes qui luttent contre ces tendances sont licenciés, menacés, emprisonnés, voire assassinés.

Seul un système international fondé sur la solidarité et le respect des droits des peuples, tels que garantis dans les conventions des Nations unies et de l'Organisation internationale du travail (OIT), peut mettre fin à ces tendances. Nous exhortons nos gouvernements à signer ces conventions, à les mettre en œuvre de toute urgence et à placer le travail décent au cœur de leurs politiques.

En juillet 2006, les gouvernements au Conseil économique et social des Nations unies ont adopté une Déclaration ministérielle dont le premier article stipule que « Nous sommes convaincus de la nécessité urgente de créer un environnement aux niveaux national et international qui soit propice à la réalisation du plein emploi productif et d'un travail décent pour tous en tant que fondement d'un développement durable ». Leur appel doit être conjugué à la ratification et à la mise en œuvre des normes de l'OIT, pendant que les agences internationales utilisent les nouveaux Outils de l'ONU pour l'intégration de l'emploi et du travail décent comme premier pas vers la promotion d'une plus grande cohérence et convergence des politiques en vue d'honorer l'engagement d'un travail décent pour tous.

**Le temps est venu de commencer à honorer ces engagements.**

**Nous considérons que le travail décent occupe une place centrale pour éradiquer la pauvreté, améliorer la vie des femmes et des hommes et permettre aux personnes de vivre en paix et en dignité. Par conséquent, nous appelons de toute urgence les responsables politiques à :**

- **1. Travail décent** : réaffirmer la contribution d'emplois stables et de qualité à une économie saine et à des communautés justes et équitables en mettant en œuvre des stratégies globales en faveur du plein emploi productif, notamment pour ceux qui travaillent actuellement dans la dénommée économie informelle et qui ont besoin de bénéficier de droits et de la justice pour défendre leurs intérêts. Toute personne a le droit de travailler et a droit à de bonnes conditions de travail et à des revenus suffisants pour pourvoir à ses besoins économiques, sociaux et familiaux, un droit qui devrait être renforcé moyennant des salaires minima adéquats.
- **2. Droits** : les droits des travailleurs à constituer des syndicats, à y adhérer et à négocier collectivement avec leur employeur sont fondamentaux pour garantir le travail décent et toutes les organisations internationales, les gouvernements et entreprises doivent assumer leurs responsabilités en respectant les droits humains des travailleurs.
- **3. Protection sociale** : renforcer et élargir la couverture de la protection sociale en garantissant l'accès à la sécurité sociale, aux pensions, aux indemnités de chômage, à la protection de la maternité et à des soins de santé de qualité pour tous. Toute personne, y compris les travailleurs dans la dénommée économie informelle, devrait bénéficier de ces avantages.
- **4. Commerce** : changer les normes commerciales injustes et veiller à ce que les accords commerciaux soient utilisés comme instrument en faveur du travail décent, du développement durable et de la responsabilisation des travailleurs, des femmes, des chômeurs et des pauvres dans le monde entier. Des mécanismes contraignants pour la promotion et la mise en œuvre du travail décent, notamment les normes fondamentales du travail, doivent être intégrés dans des accords commerciaux. Les gouvernements doivent cesser de conclure des accords commerciaux qui portent atteinte aux pauvres, créent du chômage et débouchent sur l'exploitation. Les revendications des organisations des travailleurs et du reste de la société civile doivent être écoutées.
- **5. Dette** : veiller à ce que les priorités des institutions financières internationales intègrent les préoccupations sociales et environnementales. Plus particulièrement, il convient de mettre un terme aux conditions liées aux prêts et à la dette qui forcent les pays à déréglementer les marchés du travail, à réduire les dépenses publiques et à privatiser les services publics au détriment de l'accès et de la qualité. Tous les projets financés par ces institutions doivent être conformes aux normes fondamentales du travail dans le cadre de leur mise en œuvre.
- **6. Aide** : veiller à ce que les gouvernements respectent leur engagement d'augmenter le niveau d'aide publique au développement des pays riches à au moins 0,7% du PIB. Un financement adéquat du développement s'avère essentiel si nous voulons atteindre les Objectifs du millénaire pour le développement des Nations unies.
- **7. Migration** : veiller à ce que les travailleurs migrants ne soient pas victimes d'exploitation et jouissent des mêmes droits que d'autres travailleurs en ratifiant les conventions pertinentes de l'OIT et la Convention internationale de l'ONU sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et les membres de leur famille (1990).

*Il nous a semblé utile de vous faire connaître ce texte paru à l'occasion d'un débat sur la crise financière organisé par le PCF et dont publions ci-dessous les deux premières parties. La rédaction.*

## La crise financière, sa portée

*Par Paul BOCCARA, économiste, historien*

La crise financière qui a éclaté à partir des États-Unis, à l'été 2007, a déjà fait l'objet de nombreux commentaires, soit extrêmement alarmistes, soit, au contraire, rassurants.

En réalité, alors qu'on reconnaît son ampleur et sa nouveauté, elle serait révélatrice de la maturation des transformations profondes et de la crise systémique radicale du capitalisme financiarisé et mondialisé.

Au-delà de sa portée immédiate, ce sont les suites du processus et sa grande portée aux plans économique, social, politique et idéologique d'ensemble qui sont en cause.

Des propositions radicales concernant des mesures et des luttes novatrices auraient une opportunité historique pour être présentées comme réalistes, en répondant non seulement aux besoins à court terme mais aussi à long terme des populations en France, dans l'Union européenne et dans le monde.

Face aux défis de la nouveauté profonde de la situation et de ses risques, elles peuvent faire l'objet d'un débat durable avec les militants syndicalistes, associatifs et politiques ainsi qu'avec les élus, pour leur développement dans des actions rassembleuses et persévérantes. Et cela, en contribuant au débat si nécessaire aujourd'hui à gauche, face au social-libéralisme et au Sarkozisme, avec l'apport des analyses marxistes et des communistes devant les défis profonds non seulement de résistance mais d'avancées sociales transformatrices.

Afin d'introduire cette discussion, je vais considérer trois parties :

- 1 – la crise financière, comme révélateur
- 2 – sa portée immédiate et globale à plus long terme
- 3 – des propositions novatrices pour les luttes.

### La crise financière de 2007 – 2008 : révélateur de la gravité nouvelle de la spéculation du capital financier mondialisé

Les mécanismes qui ont conduit à l'éclatement à l'été 2007 de la crise financière mondialisée sont assez bien connus maintenant, du moins dans leur principe.

Mais plus profondément, ce qui serait révélé, c'est la gravité nouvelle de la spéculation financière, elle-même exprimant la maturation de la crise systémique radicale du capitalisme financiarisé et mondialisé.

**On peut rappeler le mécanisme de principe de la crise des crédits immobiliers dits des « subprimes » et les pertes considérables des banques.** Après la privatisation des institutions de soutien du crédit hypothécaire, aux États-Unis, on a assisté vers 2005-2006 à une croissance très importante des crédits pour des achats de maisons, garantis par leurs hypothèques. Alors que la demande grandissante des habitations a poussé leur prix à la hausse de plus en plus aux États-Unis (et dans une moindre mesure en Europe et ailleurs), cela a donné confiance pour garantir par des hypothèques des prêts de plus en plus coûteux. Et cela pour des masses grandissantes de ménages aux revenus modestes.

Les banques et les Fonds financiers ont cherché des profits élevés avec des taux d'intérêt progressivement relevés tandis qu'ils utilisaient des fonds empruntés avec des taux plus bas. Les crédits ont été titrisés. C'est-à-dire que les banques et officines de crédit ont vendu leurs titres de créance à d'autres banques et à des Fonds financiers plus ou moins spéculatifs pour diminuer leurs risques, bien au-delà des États-Unis. Ils se sont permis ainsi de relancer leurs prêts jusqu'à d'énormes montages de dettes.

Mais les prix immobiliers sont finalement devenus trop élevés. Ils ont dû ralentir puis baisser, tandis qu'au contraire les taux d'intérêt étaient relevés. D'où les non-remboursements des crédits et les ventes forcées de logements, relançant encore la baisse des prix des logements et les défaillances des acheteurs à crédit. D'où, avec la montée des impayés de crédit, les craintes des défaillances empêchant les soutiens des banques prêteuses et les prêts interbancaires.

D'où la crise de liquidités, la dévaluation des créances et les pertes très considérables dans les banques et les Fonds.

**Il faut souligner l'énormité nouvelle des multiplicateurs du crédit, avec des pools de produits financiers très complexes.** On a ainsi cherché à relever considérablement les perspectives de profit mais aussi on a augmenté les risques.

Par exemple, un Fonds a emprunté 15 fois sa mise initiale dans une succession complexe de crédits en chaîne. Soit pour 100 millions on passe à 1,5 milliards. Un autre avec 100 millions a déclenché une mobilisation de 3 milliards de dollars. En outre, les achats de titres de crédit ont été considérés comme du capital garantissant d'autres crédits.

**En ce qui concerne les pertes** liées à la dévalorisation de titres de créances en difficulté de remboursement dans les banques et dans les Fonds d'investissement, elles sont considérables. On a d'abord considéré 200 milliards de dollars dont 50 % localisés aux États-Unis, avec 22,5 milliards pour Merrill Lynch, 18 à 22 milliards\$ pour City group, et plus de 15 milliards\$ pour la banque suisse UBS, 5,4 milliards € pour le Crédit agricole en France ou 3,5 milliards € pour la Société générale.

Mais ensuite on a parlé de 400 milliards \$ et cela pour des sommes exposées de 945 milliards \$. Il faut aussi considérer encore le risque des assureurs qu'on a pu chiffrer à 820 milliards de dollars, soit 14 fois leurs fonds propres.

Cependant, derrière les mécanismes et les chiffres de cette spéculation, on doit considérer **la maturation des transformations et de la crise systémique d'ensemble** du capitalisme financiarisé et mondialisé.

Pour l'essor d'une spéculation, il faut un triangle :

- 1 – une masse financière,
- 2 – une incitation à de hauts profits possibles,
- 3 – une demande augmentant fortement par rapport à une offre pour une marchandise sur laquelle spéculer.

Or, désormais les transformations très profondes du capitalisme et de sa crise systémique poussent formidablement ces trois éléments :

C'est, **premièrement**, d'énormes disponibilités financières résultant :  
-- du début de la révolution monétaire de décrochement de la monnaie par rapport à l'or, avec le dollar comme monnaie mondiale de fait et sa formidable création inflationniste possible,  
-- les débuts de la révolution technologique informationnelle, avec les économies considérables de moyens par rapport à la valeur ajoutée produite, en prix. D'où d'énormes disponibilités pour les prélèvements et les placements financiers (comme d'ailleurs aussi pour les prélèvements publics et sociaux)

(suite page 4)

(suite de la page 3)

**Deuxièmement**, le fort relèvement des taux de profit devenu possible avec les économies de coûts de la révolution informationnelle par rapport aux produits, mais aussi avec les salaires bas des pays émergents avec la mise en concurrence de tous les salariés du monde. Cela incite à une très forte rentabilité des fonds des entreprises et encore plus des Fonds spéculatifs.

**Troisièmement**, l'insuffisance de certaines productions par rapport à la montée des besoins populaires, comme les logements, l'énergie, les matières premières, l'alimentation, qui peuvent servir d'appui à la spéculation.

**Cela a exacerbé les défis de l'opposition entre capitaux et populations salariées.**

Outre le renforcement de l'exploitation des salariés, avec leur mise en concurrence dans le monde entier, c'est aussi la pression sur leur consommation par les prix relevés de façon spéculative, pesant sur leur pouvoir d'achat, et par les prélèvements de leur endettement. Avec des mécanismes financiers en partie décrochés des exigences de la production, avec les économies de coûts de la révolution informationnelle, le système tourne en partie en rond, en quelque sorte pour lui-même, de façon perverse.

C'est la montée du parasitisme et de l'immoralité de la rentabilité financière avec la perversité amplifiée du fric pour le fric.

On le voit avec la crise de l'immobilier où les ménages les moins aisés qui sont les plus nombreux et les plus fragiles sont les plus visés et les plus touchés.

Par exemple, aux États-Unis, comme pour plus d'un million de ménages, Cleveland a vu se multiplier les saisies d'appartements et les appartements vacants abandonnés. Et le maire a porté plainte contre les banques même si leurs opérations étaient légales. Car, a-t-il dit, quand un passant est renversé hors des clous, par un automobiliste respectant la limitation de vitesse, ce dernier a respecté le code mais il est un criminel. C'est la même chose pour le système.

Ce sont, aussi, sous prétexte des difficultés nouvelles de la conjoncture liées à la crise financière, que met en avant Sarkozy, les dispositions structurelles de réduction de dépenses publiques en France, comme ailleurs dans l'Union européenne. C'est encore le durcissement de la déjà très dure Banque centrale européenne dans sa mission dite anti-inflationniste, c'est-à-dire pour un euro fort pour les placements financiers avec des taux d'intérêt élevés contre les relèvements de salaires. Et c'est partout d'ailleurs les mesures structurelles contre les dépenses salariales et sociales avec la mise en cause des services publics pour protéger les profits et les placements financiers.

**La portée économique et sociale immédiate et à plus long terme de la crise financière: Vers la nouveauté et la profondeur de la prochaine crise économique d'ensemble mondiale.**

La prochaine ne veut pas dire fatalement la dernière, évidemment.

Malgré certains ralentissements de la croissance, la crise financière ne débouche pas encore sur une crise mondiale d'ensemble. Alors que nous avons eu après la crise financière dite asiatique de 1997, la crise économique globale de 2000-2001.

On va probablement avoir une telle succession avec une crise économique encore plus profonde.

**Voyons d'abord la portée immédiate de la crise financière.**

Ce sont les difficultés et les pertes des banques et des Fonds d'investissement, surtout aux États-Unis, mais aussi en Europe. Et cela a entraîné les soutiens publics importants depuis les injections massives de liquidités par les banques centrales, comme la FED, avec elle des baisses de taux, la Banque d'Angleterre ou la Banque centrale européenne, jusqu'à la nationalisation forcée de la banque britannique Northern Rock ou le rachat provisoire de la banque Bear Stearn par la banque J. P. Morgan avec le soutien de la FED.

Ensuite, les difficultés des banques ont provoqué, surtout aux États-Unis mais plus ou moins ailleurs, des freinages et des difficultés nouvelles du crédit, qui pèsent principalement sur les P. M. E. ainsi qu'immédiatement, pour elles, des licenciements, des pertes d'emplois avec des restructurations importantes dans le secteur bancaire et financier.

En relation avec le freinage du crédit et avec les difficultés de consommation des ménages endettés ce sont encore les ralentissements de la croissance. Il est surtout relativement marqué aux États-Unis avec une croissance très faible au premier trimestre et la menace d'une récession. Il est quand même sensible en Europe, quoique le ralentissement y est moindre, de l'Irlande à l'Espagne (où le chômage fait un bond) à l'Italie, et à la France.

Toutefois, pour 2008, même si les pays émergents sont quelque peu touchés et ralentis, leur croissance restera encore très forte. Par exemple la Chine passerait de 11,4 % à 9,3 %, l'Inde de 9,2 à 7,9 ; l'Amérique latine de 5,6 à 4,3; la Russie de 8,5 à 7; tandis que l'Afrique continuerait à relever sa croissance de 6,2 à 6,3.

Dans ces conditions, la croissance mondiale va baisser, mais tout en restant relativement soutenue. Cela ne constitue pas encore une véritable crise mondiale. Cependant, si la crise financière semble relativement calmée, il reste encore beaucoup de cadavres dans les placards.

Mais surtout, quant aux perspectives ultérieures, elles vont de:

- Pour certains, la fin de la crise financière, soit ces jours-ci, soit prochainement et la reprise durable, grâce à tous les assainissements, à partir de 2009.
- Ou, au contraire, pour d'autres économistes, à la poursuite et même à l'aggravation des difficultés.
- Ou encore, selon moi, le plus probablement, à la fois, des réponses capitalistes entraînant un certain rebond de croissance en 2009, puis l'éclatement d'une nouvelle crise globale non seulement financière mais proprement économique, à l'échelle mondiale, vers 2010, 2011 ou 2012. Elle serait plus profonde que celle de 2000-2001.

**Voyons donc la portée à plus long terme: Cela va du déplacement de la spéculation vers d'autres produits à l'éclatement de la prochaine suraccumulation des capitaux.**

Le soutien par les banques centrales et par des fonds publics des banques les plus touchées contre le risque d'effondrement en chaîne effectivement stoppé, ou encore un certain soutien de la consommation aux États-Unis par réduction de la fiscalité, n'ont pas répondu aux facteurs profonds - ni de la spéculation qui reste très stimulée et profonde et encore moins de la crise systémique d'ensemble -.

(suite page 5)

(suite de la page 4)

On a donc un déplacement de ces énormes masses financières spéculatives existantes et aussi des potentiels existant dans le système nouveau de démultiplication du crédit, y compris pour tenter de se refaire comme des joueurs après des pertes. Et cela, vers d'autres productions sensibles que celle des besoins de logements, où il y a un écart, considérable et grandissant, entre les conditions de l'offre et de la demande populaire.

C'est la spéculation sur le pétrole et aussi sur le gaz qui explose, sur les matières premières - du charbon au minerai de fer, bien plus que sur l'or, et sur les ressources alimentaires de base, le blé, le riz et maintenant le maïs -, face aux besoins grandissants de ces produits dont les prix s'envolent. Et la spéculation, s'appuyant sur des contrôles du capital financier, pourrait toucher des éléments des services publics avec des privatisations et des implications des entreprises d'assurance, comme pour la santé.

Mais bien plus, l'amplification en cours de la spéculation vient percuter des facteurs réels profonds de la crise systémique, lesquels, arrivés à maturité, peuvent désormais atteindre des seuils de gravité sans précédent.

### **Cela concerne d'abord la crise et la révolution écologiques avec leurs trois dimensions :**

- La tendance à l'épuisement ou du moins à des coûts très élevés à cause de l'insuffisance de ressources traditionnelles,
- Des risques intolérables de pollution, notamment l'effet de serre sur le climat.
- Les nouveaux espaces et domaines à maîtriser, comme l'espace, les océans, le biologique,

Cela se marque particulièrement pour la consommation des produits pétroliers et ses rejets, avec la progression formidable des motorisations traditionnelles et notamment le rattrapage massif des pays émergents.

Cela se marquerait aussi désormais à propos des produits de base alimentaires dans le monde, avec la relance de la faim et de ses émeutes dans les pays en voie de développement. Ce qui renverrait aux besoins nouveaux liés à l'urbanisation devenue majoritaire, à la croissance démographique dans les pays du Sud, aux limites profondes concernant l'eau, les capacités d'achat des engrais, etc.

A leur tour, ces relèvements durables de prix ont commencé à renforcer les exigences de salaire et de pouvoir d'achat salarial partout. Et à cela se joignent les besoins devenus immenses concernant, dans le monde entier, les insuffisances de salariés qualifiés et de formation.

C'est aussi les besoins de la révolution démographique de la longévité et des retraites ou encore les pressions migratoires du Sud.

**Des luttes salariales nouvelles se manifestent d'ailleurs partout dans le monde :** comme en France ou en Allemagne mais aussi dans les pays entrés nouvellement dans l'Union européenne comme on l'a vu chez Renault Dacia en Roumanie ou encore dans les pays émergents avec beaucoup de luttes très nouvelles en Inde, au Pakistan, au Chili, etc.

**Et, couronnant le tout, on peut prévoir l'exacerbation des tentatives, ayant déjà commencé, de réponses capitalistes fondamentales** par de nouveaux moyens techniques, de nouvelles

productions, pour remplacer les travailleurs notamment qualifiés et économiser les salaires, ou encore pour économiser l'énergie et les matières.

Il s'agit de nouveaux équipements, de nouvelles infrastructures, de nouveaux moteurs, de nouvelles automobiles, de nouveaux avions, de nouvelles installations énergétiques, d'autres matériaux composites, de nouveaux composants électroniques, de nouveaux logiciels.

Une masse considérable d'investissements pour tout cela et la croissance forte, en volume et en prix, de ces nouveaux moyens de production vont avoir lieu face aux pressions contre les emplois, les salaires, et dépenses sociales. Cette contradiction entre capitaux et salaires va conduire sans doute, après un rebond limité en 2009-2010, à une surproduction et à l'éclatement de la suraccumulation des capitaux, financiers, matériels et informationnels, avec probablement une nouvelle crise conjoncturelle vers 2010, 2011, 2012.

Et le déplacement accéléré en ce moment des capitaux vers les pays émergents, avec leur potentiel de croissance élevé, va contribuer à cette suraccumulation mondiale.

Dès aujourd'hui montent des antagonismes nouveaux entre les exigences des Fonds d'investissement voulant éventuellement dépecer des entreprises auxquelles ils participent et l'exigence de l'efficacité industrielle, comme on le voit par exemple avec les pressions du Fonds Pardus sur Valéo. De même les exigences exacerbées des actionnaires peuvent s'opposer comme jamais aux dépenses nécessaires pour l'efficacité de la production.

Mais aussi le fonds de réserve des retraites en France, les fonds de pension dans le monde sont menacés par les effondrements spéculatifs et financiers.

De même, l'endettement public est invoqué pour faire pression, comme nous l'avons vu, sur les dépenses publiques et les services publics.

D'ailleurs, on assiste partout, comme déjà pour les crises précédentes, mais bien davantage, à la montée des risques de surendettement des entreprises et des Etats. Il faut surtout prendre en compte le défi devenu formidable de l'inflation du dollar à l'échelle mondiale et des prises extrêmement massives de bons du trésor des États-Unis par les Banques centrales, tout particulièrement en Asie dont la Chine, à partir des excédents commerciaux en dollars. D'où la tendance à la baisse du dollar, le risque du retrait des banques centrales par rapport au dollar qui a commencé à se manifester avec des débuts de conversion en euros et aussi la constitution de Fonds publics dits souverains, de la Chine à la Russie en passant par l'Arabie Saoudite, pour commencer à racheter des parts d'entreprise ou de banques américaines.

Cela pourrait se précipiter en cas de crise économique globale avec, non pas la fatalité d'un progrès social, mais l'ambivalence:

- soit des affrontements pour des rentabilités financières rivales,
  - soit des constructions nouvelles de relations internationales et sociales, commençant à s'émanciper des dominations financières.
- D'une façon générale, tous les affrontements internes et internationaux pourront s'exacerber et pousseront nécessairement à des transformations politiques et économiques profondes...

# LES BRAS M'EN TOMBENT

## Quand le ministre de la fonction publique dit tout haut ce que la droite pense tout bas

Par Alain G LEPAGE

*Voici quelques propos du Ministre de la fonction publique (sic) rapportés par Charlie-Hebdo, et tenus lors d'une réunion de la Fondation Concorde, proche de la majorité actuelle, le mercredi 20 octobre au Café Restaurant Pépita à Paris (Thierry TRIJOLET)*

"Les retraités de la fonction publique ne rendent plus de services à la nation. Ces gens-là sont inutiles, mais continuent de peser très lourdement. La pension d'un retraité, c'est presque 75% du coût d'un fonctionnaire présent. Il faudra résoudre ce problème." "Le grand problème de l'État, c'est la rigidité de sa main-d'œuvre. Pour faire passer un fonctionnaire du premier au deuxième étage de la place Beauvau, il faut un an. Non pas à cause de l'escalier [rires dans la salle], mais des corps. Il y a 1400 corps. 900 corps vivants, 500 corps morts [rires], comme par exemple l'administration des télécoms. Je vais les remplacer par cinq filières professionnelles qui permettront la mobilité des ressources humaines : éducation, administration générale, économie et finances, sécurité sanitaire et sociale. Si on ne fait pas ça, la réforme de l'État est impossible. Parce que les corps abritent des emplois inutiles." "A l'heure actuelle, nous sommes un peu méchants avec les fonctionnaires. Leur pouvoir d'achat a perdu 4,5% depuis 2000." "Comme tous les hommes politiques de droite, j'étais impressionné par l'adversaire. Mais je pense que nous surestimions considérablement cette force de résistance. Ce qui compte en France, c'est la psychologie, débloquent tous ces verrous psychologiques." "C'est sur l'Éducation nationale que doit peser l'effort principal de réduction des effectifs de la fonction publique. Sur le 1,2 million de fonctionnaires de l'Éducation nationale, 800 000 sont des enseignants. Licencié dans les back office de l'Éducation nationale, c'est facile, on sait comment faire, avec Éric Woerth [secrétaire d'État à la Réforme de l'État] : on prend un cabinet de conseil et on change les processus de travail, on supprime quelques missions. Mais pour les enseignants, c'est plus

délicat. Il faudra faire un grand audit." "Le problème que nous avons en France, c'est que les gens sont contents des services publics. L'hôpital fonctionne bien, l'école fonctionne bien, la police fonctionne bien. Alors il faut tenir un discours, expliquer que nous sommes à deux doigts d'une crise majeure - c'est ce que fait très bien Michel Camdessus, mais sans paniquer les gens, car à ce moment-là, ils se recroquevillent comme des tortues."

### Commentaires :

1/ Le Ministre constate, semble-t-il en le regrettant, que les Français sont satisfaits de la qualité du service public rendu par les fonctionnaires, quels qu'ils soient. Juste récompense : leur pouvoir d'achat a été amputé « officiellement » de 4,5% depuis 7 ans !

2/ L'objectif est une réduction drastique de la fonction publique au prétexte de son poids budgétaire. Pour y parvenir, il faut donc la rendre impopulaire auprès des populations :

- en mettant en exergue le poids des retraités... bouches inutiles à nourrir. En oubliant de rappeler qu'ils ont cotisé pour leur retraite au même titre que les autres salariés, mais que l'État employeur ne l'a jamais fait, à charge pour lui de leur verser une « pension » lors de la « cessation de leur activité ».

- en prenant prétexte de situations marginales quasi ubuesques dans l'organisation statutaire dans certains corps d'État... pour justifier une réorganisation qui s'affranchira des garanties du statut de la fonction publique.

- en la fragilisant de l'intérieur (sous-effectifs, baisse d'investissements etc.) pour parvenir à l'État minimum... et ouvrir de nouveaux marchés au privé

3/ ...C'est tout le sens qu'il faut donner à l'objectif purement idéologique de ne pas remplacer un fonctionnaire sur 2 dans les 5 ans à venir.

## AVEZ-VOUS REMARQUÉ?

### De l'utilisation de la justice dans le social

Le tribunal de grande instance de Châteauroux (Indre) a décidé, dans un jugement rendu le 24 juin, que les unions départementales des syndicats CGT, CFDT et FO seront expulsées de leurs locaux municipaux «avec mise à disposition de la force publique si nécessaire».

Ce jugement met un terme provisoire au conflit qui oppose depuis 2003 les syndicats au maire UMP de la ville Jean-François Mayet. Celui-ci avait décidé de mettre fin à la gratuité des locaux municipaux mis à disposition des trois syndicats et de leur réclamer le paiement de loyers. CGT, CFDT et FO avaient unanimement refusé de payer un loyer jugé exorbitant avec une facture globale annuelle s'élevant à près de 110.000 euros (dont 4.951 euros mensuels pour la CGT qui dispose de 950 m<sup>2</sup>). C'est pourquoi le maire qui souhaitait regrouper les organisations sur un même site et sur des surfaces plus modestes avait assigné les syndicats en leur réclamant les loyers en retard, des indemnités et si besoin leur expulsion.

Dans un premier temps, le tribunal avait désigné Bernard Brunhes, spécialiste du droit social, avec mission de proposer une solution au conflit. Alors qu'un accord semblait en bonne voie grâce au conseil général de l'Indre qui était prêt à participer aux frais de location, le TGI a choisi la solution la plus extrême. Outre l'expulsion, le tribunal exige le paiement par les syndicats des indemnités de retard depuis 2004 soit près de 250.000 euros pour la CGT.

Les syndicats ont décidé de faire appel tout en dénonçant un jugement «scandaleux et réactionnaire» qui «vise à nous asphyxier et à couper le droit de se défendre à tous les salariés de l'Indre». Tout en écartant l'hypothèse d'une expulsion le maire a appelé à une nouvelle négociation mais en rappelant «que ce n'est pas à la collectivité locale de payer pour les syndicats».

## Retraites et emploi, deux dimensions inséparables

*Une analyse de la Confédération CGT*

On peut partager beaucoup d'appréciations contenues dans la tribune publiée par Gérard ASCHIERI (Fsu), Jean-Marie HARRIBEY (Attac) et Pierre KHALFA (Sud) dans la page *Débat* du *Monde* du 31 mai dernier et notamment le choix global de défendre le système de retraite solidaire. Cependant, l'absence de la problématique du travail et de l'emploi dans cette contribution en restreint la portée. Critiques et propositions restent alors en chemin. C'est le cas sur 3 points importants.

**1. Les 3 auteurs ont raison d'insister sur la fragilisation du pacte intergénérationnel. Mais** « l'hypocrisie » qu'ils dénoncent justement n'est pas tant dans l'importance accordée à l'emploi des seniors que dans le fait que l'on dit depuis 1993 opérer une série de réformes dans l'intérêt des jeunes et des nouvelles générations. Sur l'emploi des seniors, la position de la Cgt est claire : après tout qu'un salarié veuille rester dans l'emploi jusqu'au moment où il prend sa retraite est légitime. Constatons d'ailleurs statistiquement que le niveau d'emploi des seniors a baissé parallèlement au taux d'emploi des moins de trente ans. Il n'y a donc pas d'effet « vases communicants ». Par contre, quelle va être la conséquence de l'affichage de futurs taux de remplacement du salaire par la retraite en chute libre ? Sinon de lancer le message aux jeunes qu'ils ne toucheront pas demain une retraite convenable. Comment pourra-t-on leur demander de participer à l'effort collectif de financement ? La voie est ouverte aux formes individuelles ou collectives de capitalisation et notre système solidaire va rapidement s'étioler. C'est dans cette promesse de retraites réduites que réside le principal danger de rupture du pacte intergénérationnel. Cgt, Unef et Joc l'ont dit ensemble.

**2. Nous partageons bien entendu le questionnement sur les besoins de financement. Mais** il est incompréhensible que les 3 auteurs reprennent l'évaluation basse du COR sur les besoins de financement à l'horizon 2050 : 1,7 point de PIB. A cet horizon, le chiffre est ridiculement faible, pratiquement inférieur à l'incertitude statistique. Le problème est que ce chiffre est celui que l'on obtient quand on prolonge la baisse actuelle du niveau des pensions. Il entérine un double processus :

– d'une part, le principe de l'allongement de la durée de cotisation au-delà de la décision de passage à 41 ans d'ici 2010 prévu dans la loi Fillon et que le gouvernement veut imposer sans discussion ;

– d'autre part, la continuation de la baisse relative du niveau des pensions liée à la double désindexation des salaires, au moment du calcul de la retraite, puis lors des revalorisations ultérieures de la pension.

Dans les faits, comme le soulignent de nombreux experts, dont ceux du Conseil d'Analyse Économique, cette baisse du niveau relatif des pensions est intenable.

A l'horizon 2050 les retraites perdraient plus d'un tiers de leur valeur par rapport aux salaires. Le coût d'une réindexation sur les salaires représente au bas mot 3 points de PIB, soit au total un besoin de financement de près de 5 points de PIB, c'est-à-dire

100 millions d'euros. Pour notre part, nous chiffrons ce besoin de financement à 6 points de PIB en intégrant nombre d'améliorations indispensables dans la situation des retraités. Ce n'est plus 10% des dividendes des entreprises qu'il faut mobiliser mais l'équivalent de la moitié des sommes qu'elles consacrent à l'investissement. On ne peut donc pas s'en sortir par quelques « bricolages financiers » qui ne sont pas à la hauteur du problème.

**3. Reste alors la question du partage de la valeur ajoutée qui n'est pas séparable de l'enjeu de l'emploi.** « L'hésitation n'est plus permise » disent les auteurs du texte. Nous sommes d'accord car il y a eu recul de la part des salaires dans la richesse produite. Ce recul a été plus important en France qu'ailleurs. Trouver des recettes supplémentaires pour financer les retraites sera indispensable. Mais la question incontournable est bien celle de l'emploi de qualité. Le recul de la part des salaires dans la valeur ajoutée depuis 25 ans résulte de 3 phénomènes : la baisse du taux d'emploi global, la rationalisation brutale du secteur industriel et la persistance de salaires bas. Avant d'être déstabilisée par le choc démographique, le système de retraite est malade de cette situation dégradée de l'emploi et des salaires. On ne peut pas éluder ce constat.

Il ne s'agit donc pas seulement de chercher quelques recettes additionnelles que ce soit du côté de l'Unedic ou du côté des dividendes (ce qui serait mieux) mais de réformer en profondeur le mode de contribution des entreprises. Est-il normal que les cotisations sociales ne représentent que 9 à 10% de la valeur ajoutée dans les assurances, les banques, les services financiers, contre 15% dans le pétrole, le gaz, les transports, le commerce et 20% dans l'industrie ? Comment ainsi admettre que la moitié des 25 milliards d'exonérations de cotisations aillent à 2 secteurs (la grande distribution et les hôtels, cafés, restaurants) qui, à ce qu'il semble, ne sont pas directement soumis à la contrainte du commerce international ? Comment admettre le développement de « niches sociales » représentant selon la « Cour des comptes » un montant équivalent d'exonérations (dont les fameuses stock-options) ?

C'est pourquoi à nos yeux, il faudra bien envisager une nouvelle cotisation employeur à taux modulable tenant compte de la part des salaires dans la valeur ajoutée, élargie à d'autres éléments notamment aux revenus financiers des entreprises. Cela rendrait les entreprises plus solidaires vis-à-vis de leurs obligations collectives et favoriserait le développement de l'emploi de qualité.

La retraite n'est pas qu'une question de paramètres ou de tuyauterie. En mettant l'emploi de qualité au centre, nous proposons véritablement un choix de société. C'est ce débat là que doit accepter d'ouvrir le gouvernement à l'occasion du rendez-vous 2008 des retraites.

# COUP DE GUEULE

## La casse du fret à la SNCF

Par Aure André

On ne s'en préoccupe pas autant que du trafic voyageurs, et pourtant ! Le transport des marchandises par rail, c'est à la fois une politique d'aménagement du territoire, une politique de respect de l'avenir par le choix d'un transport qui ne pollue pas et une politique de l'emploi.

Les cheminots tirent la sonnette d'alarme. Dans ces colonnes, il y a plusieurs années, alerte avait déjà été donnée concernant la dérégulation imposée par l'Europe.

La direction de la SNCF –en fait le gouvernement- a décidé de sacrifier sa branche « fret » au tout rentable. Comment s'en étonner : c'est la marque d'une politique libérale que de ne pas voir plus loin que les bénéfices immédiats. Résultats : une baisse du transport de marchandises de 4 milliards de tonnes/km en 5 ans, soit l'équivalent de 1 million 400 000 camions sur les routes et la part du ferroviaire dans le transport des marchandises qui baisse de plus de 8% !

Le rentable est systématiquement privilégié : ainsi le transport des matières dangereuses est abandonné au routier ; la fermeture de nombreuses gares, de la moitié des agences commerciales, les réductions de personnels (en 4 ans moins 8000 emplois sur le secteur) ont ainsi coupé de nombreuses petites et moyennes entreprises de l'accès au trafic ferroviaire.

Et où sont passées les déclarations fracassantes sur le développement durable ? Est-ce en mettant des milliers de camions en plus chaque jour sur les routes qu'on garantit l'environnement ? Est-ce que cela n'est pas ridicule au moment où flambent les prix du pétrole ?

Le dogme de la « concurrence libre et non faussée » poussent les libéraux à organiser une concurrence artificielle là où elle ne leur serait même pas nécessaire : dans cet exemple, ils ne vont pas hésiter à casser une fois de plus la SNCF, aboutissant, par la mise en place de filiales, à de futures privatisations... lesquelles ne sont pas forcément rentables. Alors ? Eh bien alors, on fera appel à l'Etat pour renflouer financièrement leurs actionnaires !

Pendant ce temps, l'utilisateur paiera plus cher un plus mauvais service. Ces choix ne sont pas non seulement inacceptables socialement, ils sont stupides économiquement !

Aux fous !

# VOUS AUSSI, REFUSEZ LA RÉSIGNATION, ADHÉREZ A RÉSISTANCE SOCIALE !!!

Le bulletin Résistance Sociale est une publication de  
RESO, association loi 1901

**Siège social :**

121 avenue Ledru Rollin 75011 PARIS  
Tel : 06 33 82 05 15

**Site Internet :**

[www.resistancesociale.fr](http://www.resistancesociale.fr)

Courriel : [resistance.sociale@aliceadsl.fr](mailto:resistance.sociale@aliceadsl.fr)

Présidente de RESO et directrice de la publication :  
**Marinette BACHE**

NOM ..... PRENOM : .....

ADRESSE : .....

.....

TEL : ..... Portable : .....

E-mail : .....

J'adhère à Résistance Sociale et je verse 10 euros

Je m'abonne au bulletin « Résistance Sociale » et je verse 5 euros

**À retourner à :** RESO 121 avenue Ledru Rollin 75011 PARIS  
(chèque à l'ordre de Résistance Sociale)